

**ETUDES**

# Gestion des territoires

n°14



## **Pratiques et stratégies foncières des agriculteurs**

*Sylvie Morardet*



# **Pratiques et stratégies foncières des agriculteurs**

## **Un outil d'analyse pour l'aménagement des zones fragiles**

Sylvie MORARDET

Document remanié à partir d'une Thèse de Doctorat  
en Analyse et Politique Économiques  
de l'Université de Bourgogne, Dijon,  
réalisée sous la direction de Jacques Brossier,  
Directeur de recherche à l'INRA SAD  
Versailles, Dijon, Mirecourt



**CENTRE NATIONAL  
DU MACHINISME AGRICOLE  
DU GÉNIE RURAL  
DES EAUX ET DES FORÊTS**

**GRUPEMENT DE MONTPELLIER**  
361, rue J.-F. Breton - B.P. 5095  
34033 Montpellier Cedex 1  
Tél. : 67 04 63 00 • Télex : 490 990 F  
Télécopie : 67 63 57 95

# Les Études du CEMAGREF

Cette collection édite des travaux scientifiques du CEMAGREF, thèses, comptes rendus de recherches regroupés en quatre séries qui correspondent aux quatre nouveaux départements scientifiques du CEMAGREF :

- **Gestion des milieux aquatiques** (anc. série *Ressources en eau*),
- **Équipements pour l'eau et l'environnement** (anc. séries *Hydraulique agricole, Gestion des services publics*),
- **Gestion des territoires** (anc. séries *Forêt, Montagne, Production et économie agricoles*),
- **Équipements agricoles et alimentaires** (anc. série *Équipement des IAA*).

Ces séries font suite aux publications ventilées en sept rubriques jusqu'à fin 1993.

## ■ Série Gestion des territoires

N°11 - *Typologie des stations forestières du massif Sainte Victoire* - 1994, 280 p. - 245 F.

N°12 - *Annales forêt 1993* - 1994, 280 p. - 220 F.

N°13 - *Écologie du paysage et dynamique végétale post-culturale* - 1994, 336 p. - 275 F.

Études déjà parues :

### Forêt (anc. série)

N°1 - *Annales 1988* - 1989, 126 p. - 150 F.

N°2 - *Le Massif Central cristallin. Analyse du milieu - Choix des essences* - 1989, 104 p. - 150 F.

N°3 - *Les stations forestières du pays d'Othe* - 1990, 174 p. - 150 F.

N°4 - *Culture d'arbres à bois précieux en prairies pâturées en moyenne montagne humide* - 1990, 120 p. - 150 F.

N°5 - *Annales 1989* - 1991, 196 p. - 150 F.

N°6 - *Annales 1990* - 1991, 268 p. - 200 F.

N°7 - *Les stations forestières du plateau nivernais* - 1991, 164 p. - 150 F.

N°8 - *Les types de stations forestières du Lannemezan, Gers et Moyen Adour* - 1992, 436 p. - 250 F.

N°9 - *Annales 1991* - 1992, 190 p. - 200 F.

N°10 - *Annales 1992* - 1993, 232 p. - 200 F.

## Montagne (anc. série)

N°1 - *Éléments d'hydraulique torrentielle* - 1991, 280 p. - 300 F.

N°2 - *Aspects socio-économiques de la gestion des risques naturels* - 1992, 152 p. - 150 F.

N°3 - *Éléments de pastoralisme montagnard - Tome 1 : Végétation, équipements* - 1992, 168 p. - 200 F.

N°5 - *Rhéologie des boues et laves torrentielles - Étude de dispersions et suspensions concentrées* - 1993, 416 p. - 400 F.

## Production et économie agricoles (anc. série)

N°1 - *GEDE Logiciel d'aide à la décision stratégique pour l'exploitation agricole* - 1992, 206 p. - 200 F.

N°2 - *AGREGEDE : méthode de simulation de la production agricole d'une région - Application en Ardèche* - 1992, 232 p. - 250 F.

N°3 - *Vers des solutions pour des bâtiments d'élevage adaptés à des exploitations "moyennes" du Massif Central* - 1993, 128 p. - 150 F.

N°4 - *Développement d'un outil d'aide à la décision en matière de défrichement à vocation agricole* - 1993, 168 p. - 150 F.

N°5 - *Diagnostics à l'échelle de petites régions rurales. Démarches, méthodes et sources d'informations* - 1993, 200 p. - 200 F.

A commander au CEMAGREF - DICOVA,

BP 22, 92162 ANTONY Cedex - Tél. (1) 40 96 61 32 - Télécopie (1) 40 96 61 64

joindre votre paiement à la commande

Le CEMAGREF est un établissement public de recherche sous la tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et du ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

Ses équipes conçoivent des méthodes et des outils pour l'action publique en faveur de l'agriculture et de l'environnement. Leur maîtrise des sciences et techniques de l'ingénieur contribue à la mutation des activités liées à l'agriculture, à l'agro-alimentaire et à l'environnement.

La recherche du CEMAGREF concerne les **eaux continentales**, ainsi que les **milieux terrestres et l'agriculture**.

Elle permet d'élaborer des méthodes et des outils de **gestion intégrée** des milieux, de conception et d'exploitation d'**équipements**.

Les équipes qui rassemblent un millier de personnes réparties sur le territoire national, sont organisées en **quatre départements scientifiques** :

- **Gestion des milieux aquatiques**
- **Équipements pour l'eau et l'environnement**
- **Gestion des territoires**
- **Équipements agricoles et alimentaires**

---

En ce qui concerne le département *Gestion des territoires*, les recherches s'orientent vers :

- l'aide à la gestion de milieux naturels, d'espaces et de paysages, à partir de la connaissance et de la compréhension de la dynamique d'écosystèmes forestiers ou agricoles, entretenus ou dégradés ;
- l'aide à la décision des gestionnaires de systèmes d'exploitation agricole ou de production forestière ;
- l'aide au développement régional et à l'aménagement du territoire, à partir de l'étude des logiques d'acteurs et des dynamiques territoriales, du suivi des changements et de l'évaluation des politiques publiques.

## **Résumé**

La démarche d'analyse des comportements fonciers des agriculteurs, proposée ici, s'appuie sur un modèle explicatif des décisions foncières. Elle s'inspire des travaux du CEMAGREF et de l'INRA-SAD, et fait appel aux typologies d'exploitations agricoles mises en relation avec l'espace rural découpé en zones homogènes. Elle est appliquée au cas de la vallée de la Haute-Sarthe (Orne).

La diversité des comportements fonciers des agriculteurs est formalisée par une typologie des stratégies foncières. L'accent est mis sur le rôle fondamental de la famille dans la définition de ces stratégies, en tant que « médiateur » des différents déterminants (milieu naturel, environnement économique et politiques d'aménagement). Le poids respectif de ces derniers varie suivant les types d'exploitations.

La démarche originale d'analyse des stratégies foncières repose sur une typologie des pratiques foncières selon leur modalité, leur facteur de déclenchement et leur place dans le cycle de vie de l'exploitation. On définit également des séquences d'événements fonciers, mis en relation avec le développement global des exploitations, pour décrire les dynamiques d'évolution.

En terme d'action, le travail introduit la notion de phases-clés du développement des exploitations où le foncier joue un rôle moteur, et insiste sur la nécessité de lier politique d'aménagement et de développement agricole.

## **Summary**

This work introduces a new approach to analysing farmers' behaviour regarding land management. A set of assumptions are formulated to explain land decisions. The method, originated from CEMAGREF and INRA-SAD previous works, includes the definition of farm typologies in relation to rural land, divided in homogeneous zones. This method is applied to the Haute-Sarthe valley (Orne).

The diversity of farmers' behaviour regarding land management is formalised through a typology of land strategies. Family is a major component in the definition of these strategies. It acts as a mediator of natural and economic environment and rural development policies. The weight of each of these factors varies for each farm type.

The crucial feature of this method is the analysis of land strategies through a typology of land practices, classified by their mode, their initiating factor and their position in the farm life cycle. Sequences of land events are also defined with regard to the global farm development, to describe different evolutions.

From an operational point of view, the notion of key-phases, in which land plays a leading role in the farm development, is proposed. The necessity to link rural development and agricultural extension policies is also emphasised.

## Avant-propos

En 1986, un excellent mémoire de DEA économique était soutenu sur le thème : *Quels outils pour un système d'observation de l'activité agricole dans une petite région ?* Sylvie MORARDET montrait une très bonne maîtrise de l'ensemble des méthodes nécessaires et elle en améliorait certaines. Le but de cet ensemble était de fournir un outil permettant de connaître les exploitations agricoles d'une région, dans leur diversité, leur fonctionnement, leur dynamique. Pour ce faire Sylvie MORARDET s'inspirait des expériences, résultats, savoir-faire issus de recherches successives, menées dans des régions et des contextes différents par des équipes du CEMAGREF et du département de recherches sur les Systèmes Agraires et le Développement (INRA-SAD), département auquel Sylvie MORARDET a été associée pendant plus d'une année.

Forte de cette maîtrise, Sylvie MORARDET s'est engagée dans un ambitieux travail de thèse pluridisciplinaire sur la compréhension des pratiques et stratégies foncières des agriculteurs pour définir une méthodologie d'analyse pour l'aménagement des zones fragiles. La publication présentée ici est directement issue de la thèse que Sylvie MORARDET a réalisée sur ce thème. Le lecteur appréciera sûrement comme tous les membres du jury la clarté de la démonstration et les grandes qualités d'exposition. Il faut noter que compte tenu de la diversité des champs couverts, Sylvie MORARDET étant ingénieur agronome et économiste, la bibliographie thématique permet au lecteur de retrouver les ouvrages et articles les plus pertinents sur les différents thèmes. C'est utile car Sylvie MORARDET a beaucoup lu et a su retirer l'essentiel de ses lectures.

Les pages présentant la problématique et les étapes de la démarche, complétées par le dernier chapitre proposant une généralisation de la méthode, sont particulièrement bien venues car elles fournissent à toutes les personnes intéressées par l'aménagement rural une méthodologie opérationnelle éprouvée. Comme l'auteur le dit : "le travail apporte des réponses d'ordre cognitif et méthodologique sur les déterminants des comportements fonciers, la possibilité de les appréhender à partir de l'analyse des pratiques foncières, et enfin sur les relations entre une politique relative à l'occupation de l'espace rural et la dynamique de développement des exploitations agricoles". Très concrètement, elle propose quelques règles pour le repérage et la description des pratiques foncières, nécessaires à l'identification des stratégies foncières. Elle insiste à juste titre sur la commodité de s'appuyer sur le tableau d'inventaire des parcelles : c'est fou ce que les agriculteurs peuvent dire quand on fait avec eux cet inventaire. Elle rappelle aussi l'intérêt d'une première classification des exploitations en s'appuyant sur la méthode d'enquête au second degré par jury communal, méthode qui, comme elle l'écrit, a fait ses preuves tant dans une perspective de conseil aux exploitations que pour une représentation globale à l'échelle de la petite région agricole.

Même si elle avoue ne pas avoir abouti à une méthode opérationnelle, en fait nous n'en sommes pas loin. Aussi à partir de son travail, elle peut proposer une démarche de recherche sur les comportements fonciers qui articule monographies, modélisation, détermination des variables pertinentes et validation statistique sur un large échantillon. Les différentes phases sont indispensables, on a trop souvent privilégié telle ou telle. Je dois même dire qu'avec mes collègues du SAD on a trop souvent abusé de façon trop exclusive des monographies.

L'agriculture a longtemps pâti d'une image qui se voulait consensuelle et qui supprimait tout ce qui remet en cause l'homogénéité du monde agricole. La profession avait certes quelques bonnes raisons d'avoir une telle attitude. Elle n'est plus de mise aujourd'hui, elle est même contreproductive, les responsables en conviennent et leur discours est nettement orienté vers la valorisation de la diversité de l'agriculture. L'auteur met parfaitement en évidence le rôle heuristique des typologies pour apprécier et représenter la diversité. Elle confirme que les agriculteurs ont des comportements différenciés vis-à-vis du foncier. On le savait déjà, mais elle précise les types et indique comment les repérer. Elle met particulièrement en exergue le rôle de la famille dans ces stratégies ce qui, en plus d'être une clé d'interprétation, fournit une méthode simple et efficace de repérage : "il existe des phases-clés de la vie de l'exploitation et de la famille dans lesquelles le foncier semble jouer un rôle moteur pour le développement". Je suis d'autant plus sensible à cet aspect que l'importance du caractère familial et la nécessité de prendre en compte le système famille-exploitation ont été clairement mis en évidence par notre équipe INRA-SAD il y a quelques années. Sylvie MORARDET va plus loin, elle met en évidence des liaisons fortes entre les modalités et facteurs de déclenchement des pratiques foncières et les moments du cycle de vie des exploitations où elles sont mises en oeuvre. C'est particulièrement utile pour faire de la prospective et établir des scénarios. On peut espérer que cette méthode se diffusera rapidement, car elle est sûre et efficace.

Si elle vérifie le rôle des types de stimuli (internes ou externes) des actions foncières, très honnêtement, Sylvie MORARDET avoue ne pas pouvoir les hiérarchiser avec précision et renvoie la balle aux agronomes systémiques pour évaluer les processus d'adaptation des exploitations à l'espace en intégrant le poids des déterminants biophysiques.

Si on a insisté sur les méthodes, il ne faut pas oublier la matière sur laquelle elle a travaillé et les résultats obtenus qui constituent in fine une des preuves de la validité de son travail : par son travail, on a ainsi la construction d'une intelligibilité des pratiques foncières, particulièrement pour le système Bas Normand, tout à fait remarquable.

Je l'ai dit lors de la soutenance de thèse, je le redis ici : il s'agit d'un excellent travail d'économie appliquée avec un important effort méthodologique, exemplaire de ce que, me semble-t-il, on doit attendre de nos ingénieurs.

**Jacques Brossier, septembre 1994**

# SOMMAIRE

<b>INTRODUCTION</b>	13
<b>CHAPITRE I PROBLEMATIQUE</b>	21
<b>1.1. Les acquis théoriques</b>	23
<hr/>	
1.1.1. L'analyse des décisions dans l'exploitation	23
1.1.2. L'espace dans l'analyse économique et les rôles du foncier dans l'exploitation agricole	32
<b>1.2. Un modèle de décision foncière des agriculteurs</b>	34
<hr/>	
1.2.1. Conséquences du modèle de comportement adaptatif pour les décisions foncières des agriculteurs	35
1.2.2. Des pratiques foncières, résultats des décisions des agriculteurs	38
1.2.3. Quels sont les facteurs de déclenchement des décisions foncières ?	40
1.2.4. Actions sur le foncier et dynamique d'évolution des exploitations : peut-on parler de stratégies foncières ?	46
<b>Conclusion</b>	48
<hr/>	

<b>CHAPITRE II</b>	
<b>LES ETAPES DE LA DEMARCHE</b>	<b>51</b>
<b>2.1. Description d'ensemble de la démarche</b>	<b>53</b>
<hr/>	
<b>2.2. Zonage et classification des exploitations</b>	<b>56</b>
<hr/>	
2.2.1. Zonage de l'espace formé par les huit communes	56
2.2.2. Enquête exhaustive par jurys communaux - Classification des exploitations	59
<b>2.3. Analyse des pratiques et des stratégies foncières</b>	<b>62</b>
<hr/>	
<b>2.4. Enquête parcellaire à Coulonges-sur-Sarthe</b>	<b>65</b>
<hr/>	
<b>Conclusion : Plan de la présentation des résultats</b>	<b>68</b>
<hr/>	
<b>CHAPITRE III</b>	
<b>PRESENTATION DE LA REGION D'ETUDE</b>	<b>71</b>
<b>3.1. Le contexte local de la vallée de la Haute-Sarthe</b>	<b>73</b>
<hr/>	
3.1.1. Les spécificités de la vallée de la Haute-Sarthe	74
3.1.2. Un demi-siècle d'évolution de l'agriculture dans la vallée de la Haute-Sarthe	76
3.1.3. Les politiques agricoles locales et la dynamique de développement engagée	77
<b>3.2. Des systèmes familles-exploitations diversifiés</b>	<b>78</b>
<hr/>	
<b>3.3. Zonage préalable à l'étude des pratiques foncières des exploitations</b>	<b>91</b>
<hr/>	
3.3.1. Des situations communales contrastées	92
3.3.2. Choix de trois secteurs représentatifs	96

<b>3.4. Systèmes familles-exploitations et processus de développement</b>	97
<hr/>	
3.4.1. Des situations familiales contrastées...	98
3.4.2. ... des processus de développement et de capitalisation également variés...	98
3.4.3. ...qui expliquent les projets exprimés par les familles agricoles	103
<b>Conclusion</b>	104
<hr/>	

<b>CHAPITRE IV</b>	
<b>DIVERSITE DES PRATIQUES FONCIERES</b>	107
<b>4.1. Description des pratiques foncières</b>	110
<hr/>	
4.1.1. Les modalités d'actions sur le foncier	110
4.1.2. Les facteurs de déclenchement des pratiques foncières	112
4.1.3. Les dates de mise en oeuvre des pratiques foncières et leur place dans le cycle de vie de l'exploitation	118
4.1.4. Les pratiques foncières concernent des surfaces variables	120
<b>4.2. Une classification des pratiques foncières</b>	122
<hr/>	
4.2.1. Les grandes lignes de clivage des pratiques foncières	122
4.2.2. Onze classes de pratiques foncières	127
<b>4.3. Logiques individuelles de localisation des activités agricoles</b>	131
<hr/>	
4.3.1. A quelles caractéristiques du territoire est liée l'utilisation des différentes parcelles ?	131
4.3.2. Les pratiques de localisation des activités agricoles	136
<b>Conclusion</b>	139
<hr/>	

<b>CHAPITRE V</b>	
<b>PRATIQUES FONCIERES ET ACCUMULATION DU CAPITAL. TYPOLOGIE DES STRATEGIES FONCIERES</b>	141
<b>5.1. Des profils d'évolution foncière très contrastés</b>	143
<hr/>	
5.1.1. La structure foncière des exploitations en 1990	144
5.1.2. La structure foncière des exploitations au moment de l'installation	146
5.1.3. Modalités et vitesse d'évolution de la structure foncière des exploitations	147
5.1.4. Classification des exploitations selon leur profil d'évolution foncière	147
<b>5.2. Place des pratiques foncières dans les processus de développement des exploitations</b>	153
<hr/>	
5.2.1. Identification de séquences d'événements au sein des trajectoires d'évolution des exploitations	153
5.2.2. Situation des actions foncières au sein des trajectoires d'évolution des exploitations	159
<b>5.3. Typologie des stratégies foncières</b>	172
<hr/>	
5.3.1. Déterminants de la place des pratiques foncières dans les processus d'accumulation du capital	172
5.3.2. Trajectoires d'évolution et pratiques foncières. Définition des types de stratégies foncières	177
<b>Conclusion</b>	189
<hr/>	

<b>CHAPITRE VI</b>	
<b>EXTRAPOLATION A L'ENSEMBLE DES HUIT COMMUNES. APPLICATION A L'AMENAGEMENT RURAL LOCAL</b>	191
<b>6.1. Hypothèses sur les stratégies foncières des différentes classes d'exploitations</b>	193
<hr/>	
6.1.1. Approche des pratiques foncières des différents Systèmes Familles-Exploitations	193
6.1.2. Hypothèses sur les stratégies foncières des exploitations selon leur classe	204
<b>6.2. Localisation des activités agricoles dans la commune de Coulonges-sur-Sarthe - Enseignements pour l'aménagement</b>	213
<hr/>	
6.2.1. Un territoire aux potentialités agronomiques diversifiées	214
6.2.2. Les personnes qui exploitent des terres à Coulonges-sur-Sarthe sont également très diverses	214
6.2.3. La localisation des activités dépend des potentialités du milieu et de la situation du siège d'exploitation	216
6.2.4. Les deux tiers de la SAU appartiennent à des personnes qui résident dans la vallée de la Haute-Sarthe	218
6.2.5. Fragilité relative des espaces agricoles de Coulonges-sur-Sarthe : enseignements pour l'aménagement	218
<b>CONCLUSION</b>	225
<b>BIBLIOGRAPHIE THEMATIQUE</b>	235
<b>ANNEXES</b>	251



# INTRODUCTION

L'objet de la recherche présentée ici est l'analyse des comportements fonciers des agriculteurs. Partant de l'observation des pratiques foncières des agriculteurs, ce travail s'inscrit dans une démarche micro-économique. Il propose une méthode de caractérisation de la diversité des comportements fonciers, à l'échelle d'une petite région. L'objectif ultime est de fournir aux responsables locaux des éléments d'aide à la décision dans le domaine de l'aménagement de l'espace rural.

## **Des questions concrètes concernant le devenir des espaces ruraux**

---

Les travaux présentés ici s'inscrivent dans le cadre des débats scientifiques et politiques sur le devenir des "zones rurales fragiles" et les méthodes de son appréhension. Le terme de "zones fragiles" est apparu à la fin des années 1980, à la suite des travaux de la SEGESA (DATAR, SEGESA, 1987). Il désigne généralement des zones rurales ayant suivi jusqu'à présent une dynamique de développement fondée sur la modernisation agricole, et qui subissent des déséquilibres socio-économiques, en partie dûs à la réforme de la Politique Agricole Commune.

En 1988, dans son rapport sur "L'avenir du monde rural", la Commission des Communautés Européennes constatait la diminution du poids de l'agriculture dans l'économie des zones rurales et ses conséquences en terme de développement économique régional. Les perspectives d'évolution envisagées à moyen terme faisaient état de la poursuite de la restructuration du secteur agricole et de la probable diminution des surfaces agricoles, ainsi que de la réduction des investissements exogènes en milieu rural.

A l'échelle des petites régions agricoles, les préoccupations des responsables agricoles et des élus locaux peuvent se résumer à trois questions concrètes :

- Comment va être utilisé à l'avenir l'espace agricole de la petite région ? Les terres libérées pourront-elles être reprises par les agriculteurs actuellement en place ou par ceux qui vont s'installer ?

- Peut-on favoriser une occupation de l'espace par des actions auprès des exploitations ?
- Peut-on faciliter le maintien ou le développement des exploitations agricoles par des actions sur le foncier ?

A travers ces questions apparaissent deux points de vue sur l'espace, que l'on retrouve dans l'ensemble des politiques de développement agricole et d'aménagement rural depuis 40 ans :

- Depuis longtemps, l'espace est vu comme un facteur de production qu'il faut améliorer et rendre plus disponible aux acteurs économiques. Les politiques visent alors à favoriser le développement de tous ou de certains de ces acteurs.
- Les politiques qui ont un objectif sur l'espace proprement dit, par exemple un espace à protéger pour des raisons écologiques ou de loisirs, relèvent d'une préoccupation récente. Dans ce cas les politiques visent à contrôler les pratiques des acteurs, en leur imposant des contraintes supplémentaires pour que l'espace puisse remplir d'autres fonctions que celle de production.

## **La construction de l'objet de recherche : les comportements fonciers des agriculteurs**

---

Les préoccupations des pouvoirs publics vis-à-vis de la maîtrise de l'utilisation de l'espace rural se renforcent à la fin des années 80, avec l'émergence de scénarios de déprise agricole massive (4.5 millions d'hectares abandonnés d'ici l'an 2000)<sup>1</sup>. Ces scénarios étaient fondés sur des hypothèses simples concernant la dynamique foncière agricole : déséquilibre entre l'offre de terres des agriculteurs âgés sans successeur et la demande pour des installations ou des agrandissements, homogénéité des comportements fonciers des agriculteurs obéissant au modèle de " l'exploitation agricole professionnelle" et poursuite à moyen terme de la dynamique foncière

---

<sup>1</sup> voir MOATI, P. (1987) et LE BOTERFF, M. (1988).

passée. Les solutions envisagées à la déprise agricole consistaient d'une part en une évolution des systèmes de production et d'autre part en des actions sur le foncier <sup>2</sup> .

Face à cette image simplifiée de la dynamique foncière agricole, génératrice de prévisions alarmistes, les premières observations de terrain ne faisaient pas apparaître de développement important de friches <sup>3</sup> . Or certains auteurs ont souligné depuis longtemps la complexité de la dynamique foncière réelle, mettant en avant la diversité des comportements fonciers des agriculteurs et le contrôle social de l'espace exercé notamment par le biais des commissions départementales des structures agricoles, des SAFER (Sociétés d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural), et des OGAF (Opérations Groupées d'Aménagement Foncier). Par ailleurs, le rôle des acteurs non agricoles dans l'utilisation de l'espace rural a été mis en évidence. Les scénarios d'évolution de l'utilisation de l'espace ne peuvent donc se fonder sur une simple évaluation des agriculteurs en âge de prendre leur retraite et des installations potentielles.

La maîtrise des évolutions de l'espace rural, souhaitée par les responsables agricoles et les élus locaux et nationaux, implique en premier lieu une meilleure connaissance des comportements fonciers des acteurs ruraux et de leurs déterminants. Parmi les acteurs ruraux, les agriculteurs occupent une place importante dans la mise en valeur de l'espace. C'est pourquoi face aux préoccupations évoquées plus haut, ma recherche s'est orientée vers l'analyse des déterminants des comportements fonciers des agriculteurs.

## **Le contexte scientifique de la recherche**

---

La construction de la démarche et la formulation des hypothèses de recherche ont progressé de façon conjointe. Elles portent la marque du double cadre scientifique dans lequel elles ont été construites : le Département Productions et Economie Agricoles du CEMAGREF et l'unité de recherche de l'INRA sur les Systèmes Agraires et le Développement de Versailles-Dijon-Mirecourt (URSA Versailles-

---

<sup>2</sup> On peut citer par exemple une étude confiée par le Ministère de l'Agriculture et de la Forêt (Direction de la Production et des Echanges) au CEMAGREF. Celle-ci visait à déterminer la place que pourrait occuper, dans les régions herbagères laitières, l'élevage de troupeaux allaitants. Cette étude s'est appuyée sur l'analyse de trois sites de la dimension de quelques communes (BOUSSET et al., 1989).

<sup>3</sup> voir l'analyse critique que fait C. LAURENT des hypothèses des scénarios de déprise (LAURENT, C., 1992)

Dijon-Mirecourt). Cette dernière a assuré ma formation en économie et l'encadrement de ma thèse, en la personne de Jacques BROSSIER.

Relevant d'une démarche micro-économique, le travail réalisé au cours de cette thèse n'apporte que des réponses partielles à la demande sociale concernant le devenir des zones fragiles. Il s'intègre dans des programmes de recherche pluridisciplinaires plus importants aussi bien au CEMAGREF qu'à l'INRA-SAD.

En 1989 le CEMAGREF lançait une Action Incitative Programmée dont le but était de rassembler et approfondir les compétences acquises par différentes équipes sur deux thèmes : la définition de méthodes d'analyse rapide de la situation de zones fragiles, et de construction de scénarios de développement, et la proposition de solutions de diversification des activités agricoles et forestières, et d'organisation des services. Les travaux de recherche présentés ici participent au premier de ces thèmes.

Depuis sa création en 1979, l'URSAD Versailles-Dijon-Mirecourt a mis au point un certain nombre d'outils de recherche-développement permettant de mettre en évidence la diversité des systèmes agricoles à différentes échelles, de l'exploitation à la petite région agricole, et d'en analyser les déterminants. Ces outils relèvent de diverses disciplines sociales (économie, sociologie, géographie) et techniques (agronomie, zootechnie). En 1987, l'URSAD Versailles-Dijon-Mirecourt mettait en route un nouveau programme de recherche visant à articuler ces outils à différentes échelles de temps et d'espace pour analyser le dynamique et les modes de gestion des espaces ruraux, dans une perspective d'aide à la décision publique pour le développement et l'aménagement rural. L'insertion dans l'URSAD Versailles-Dijon-Mirecourt a contribué largement à la définition de la problématique et aux choix méthodologiques de cette thèse.

## **Les hypothèses de recherche**

---

Les deux points de vue sur l'espace sous-jacents aux questions des décideurs (l'espace comme instrument ou comme objet de la politique) suggéraient deux entrées théoriques et méthodologiques : l'espace et les agriculteurs, cette dernière étant privilégiée.

Une première étape du travail a consisté à élaborer un modèle pour analyser et expliquer les décisions foncières des agriculteurs. Celui-ci s'appuie sur les deux concepts fondamentaux de stratégie foncière et de pratique foncière. Les fondements théoriques de ce modèle sont issus de la théorie micro-économique, renouvelée par les courants de l'analyse des décisions dans les organisations. Des compléments

théoriques ont été empruntés à l'économie spatiale pour analyser les relations réciproques entre la répartition spatiale des agents et leurs comportements économiques. Le corpus théorique fait également appel aux acquis de la psychosociologie concernant l'analyse des perceptions de l'espace qu'ont les acteurs, et de l'influence sur leurs comportements et leurs relations mutuelles. Enfin, les disciplines techniques (agronomie et zootechnie) contribuent au modèle en expliquant quelles caractéristiques de l'espace interviennent dans les processus mis en oeuvre par les agriculteurs, et comment ils en tiennent compte dans leurs décisions.

La première des hypothèses de recherche pose l'existence de stratégies foncières, projets spécifiques des agriculteurs par rapport au foncier. Elle découle de la théorie du comportement adaptatif. Le constat de la multiplicité des rôles du foncier dans l'exploitation amène à définir trois logiques qui gouvernent les stratégies foncières : logique patrimoniale, logique de consommation, et logique de production. Nous supposons que leur importance respective varie suivant la situation des exploitations et le moment de leur cycle de vie.

La deuxième hypothèse importante est celle de l'existence d'une adaptation réciproque entre les caractéristiques de l'espace et les comportements et activités des agriculteurs. Selon nous, les décisions foncières peuvent être une réponse soit à des tensions entre fonctionnement, projet et espace, internes au Système Famille-Exploitation, soit à des stimuli externes, eux-mêmes de deux ordres : modifications directes de l'espace, ou actions sur les exploitations. La question du poids respectif de ces différents déterminants, au sein des divers types de Systèmes Familles-Exploitations, est posée .

## **Une méthodologie marquée par un souci d'opérationnalité**

---

Au delà de la réflexion théorique sur les déterminants des comportements foncières des agriculteurs, le souci d'opérationnalité, constitutif de la recherche au CEMAGREF et à l'INRA-SAD, impliquait de proposer aux décideurs des méthodes d'appréhension de l'évolution de l'utilisation de l'espace.

Des éléments méthodologiques variés et complémentaires ont été mis en oeuvre. Ils répondent au double objectif d'analyse théorique et de facilité de mise en oeuvre par les organismes chargés de l'aménagement et du développement rural. Ils ont largement bénéficié de la réflexion méthodologique qui s'est développée au sein du CEMAGREF à l'occasion de l'AIP "Zones Fragiles", et de l'URSAD Versailles-Dijon-Mirecourt.

La mise à l'épreuve des hypothèses de recherche comporte un a priori méthodologique étayé par les travaux de l'INRA-SAD : la possibilité d'appréhender les stratégies foncières des agriculteurs par l'analyse de leurs pratiques foncières. Par ailleurs, l'accent a été mis sur l'analyse de la diversité des comportements fonciers par le biais des typologies d'espaces et d'exploitations.

## **Un terrain d'application : la vallée de la Haute-Sarthe**

---

Ce travail de recherche a pour cadre une zone agricole fragile de l'est du département de l'Orne : la vallée de la Haute-Sarthe<sup>4</sup>. Celle-ci est orientée vers la production de lait et de viande bovine. La fragilité de cette petite région, composée d'environ 50 communes, tient à plusieurs facteurs :

- la structure démographique agricole, avec une forte proportion de chefs d'exploitations âgés et sans successeur,
- des handicaps naturels liés à la nature des sols (hydromorphes et difficiles à drainer), qui obligent à maintenir les deux-tiers de la SAU en prairies permanentes,
- des systèmes de production bovins très sensibles à la conjoncture économique et fragilisés par des charges foncières élevées,
- et enfin, l'absence d'activités économiques motrices en dehors de l'agriculture (qui représente 40% de la population active).

Face à ce constat, la question formulée par les responsables agricoles locaux (Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt et Chambre Départementale d'Agriculture) portait sur une évaluation des risques réels de déprise foncière, si possible en la localisant, et des capacités des exploitations agricoles actuelles à faire face aux transformations à venir.

---

<sup>4</sup> C'est un des trois sites analysés lors de l'étude sur les systèmes extensifs allaitants demandée par la DPE.